

# La Grèce n'est pas tirée d'affaire (et nous non plus)

**ÉDITORIAL**  
**PHILIPPE**  
**GALLOY**

**L**undi, la Grèce arrivera officiellement au terme du troisième plan de sauvetage censé lui permettre de retrouver son autonomie budgétaire. Autrement dit, les autres pays de la zone euro ne devront plus verser d'argent frais à l'État grec via les mécanismes de secours mis en place pendant la crise de la dette publique de la zone euro.

Le problème est-il pour autant réglé? Oui... mais à court terme. Car, certes, les emprunts de la Grèce ont de longues maturités, jusqu'à trente à quarante ans; certes, les taux de ces emprunts sont faibles, grâce aux mécanismes de secours européens; certes, les Grecs ont redressé leurs finances publiques et dégagent un surplus budgétaire primaire, c'est-à-dire avant charge de la dette; certes, l'État grec peut à nouveau emprunter sur les marchés pour refinancer ses dettes passées; certes, la Grèce a constitué un matelas qui équivaut à environ deux ans de refinancement

de sa dette; et, certes, l'économie du pays a enregistré une croissance de 1,4% l'an dernier.

Mais avec une dette publique de 180% du produit intérieur brut, avec des taux d'intérêt qui remonteront tôt ou tard, avec une économie qui n'affichera pas indéfiniment une croissance stable, avec une austérité budgétaire qu'il sera difficile de vendre aux électeurs grecs pendant des décennies, avec des créanciers peu enclins à accorder une nouvelle restructuration de dette, la Grèce est loin d'être tirée d'affaire. Dans le pire des cas, elle sera à nouveau acculée à appeler à l'aide dans quelques années. Dans le meilleur des cas, elle en a encore pour des décennies à gérer son énorme dette.

Des décennies à gérer un énorme endettement, on sait ce que ça veut dire, en Belgique. En 2018, nous en sommes toujours à continuer à réduire un fardeau constitué à partir des années 1960 et alourdi pendant la crise bancaire. Comme en Grèce, cette dette ne donne quasiment pas de marge de manœuvre à nos gouvernements. Le premier travail de nos ministres est d'être des gestion-

naires de dette, comme le prouvent les conclaves budgétaires à répétition, seuls moments où des déci-

**Nos ministres – du latin «minister»: serviteur – sont aujourd'hui au service de la dette. Qu'ils nous disent comment ils la réduiront!**

sions – pas toujours courageuses – sont prises, comme on l'a encore vu cet été. Alors, à l'approche des élections communales d'octobre puis fédérales de 2019, on est tenté de dire à nos politiciens: *«Cessez de promettre ce que vous ne pourrez pas financer et dites-nous comment vous comptez enfin réduire la dette afin de retrouver un jour suffisamment de marge de manœuvre pour mener de véritables politiques.»* Ainsi, la crise grecque aura été aussi une leçon pour nous, les Belges. Et pour nos ministres qui devraient se rappeler que dans l'Antiquité, un «minister» était avant tout un serviteur. Nos ministres sont aujourd'hui au service de la dette. Et fort logiquement, comme le faisait remarquer habilement un libéral franc-tireur, ils ne dirigent plus des ministères mais des services publics fédéraux.